

Le Quotidien du Peuple

Quotidien marxiste-léniniste

MARDI 26 FEVRIER 1980 - No 38 (Nouvelle série)

Commission paritaire N° 56 942

Tél. 205.51.10

2F

LES MARTYRS DE KABOUL

- La population de Kaboul a démontré son opposition farouche à l'occupant
- Plusieurs centaines de personnes auraient été tuées vendredi et samedi (Voir page 3)
- De violents combats ont eu lieu dans plusieurs régions du pays à la frontière soviéto-afghane

S'il le fallait encore, la preuve en est maintenant faite au prix du sang de plusieurs centaines de martyrs : le peuple afghan ne veut pas de l'occupation soviétique. La grève générale qui a paralysé la capitale, les manifestations de masse, les combats de rues qui ont opposé la population aux blindés soviétiques ont montré avec force que ce peuple rejette la soi-disant aide que les troupes d'invasion seraient venues lui apporter. L'occupant a en face de lui la haine d'un peuple qui défend ses droits fondamentaux. Dans le pays, cette haine de l'occupant prend la forme d'une résistance armée solide qui s'étend jusqu'à la frontière avec l'URSS.

L'occupant qui ne trouve pas d'appui dans la population, mis à part quelques collaborateurs comme il en existe toujours, a recouru à la répression de masse, aux massacres pour tenter d'imposer sa domination. Les chars soviétiques n'ont rien à envier aux chars hitlériens.

L'URSS est décidée à venir à bout de cette résistance qu'elle n'imaginait sans doute pas si vive. Pour cela, il lui faudra renforcer encore son intervention militaire. Mais aussi et parallèlement ses manœuvres diplomatiques et de propagande. Les déclarations faites par Brejnev ce week-end en font partie. Celui-ci a déclaré que l'URSS retirerait ses troupes dès que les «ingérences extérieures» au-

ront cessé. Et il demande aux USA et aux voisins de l'Afghanistan de donner des garanties à ce sujet.

En fait d'ingérence extérieure celle de l'URSS est la seule qui éclate aux yeux du monde et pour le reste il y a un peuple qui résiste et se bat contre. Un peuple qui, comme cela est normal, reçoit une aide de ses voisins. Ce que souhaiterait Brejnev c'est de pouvoir isoler le peuple afghan, de faire cesser toute aide à sa résistance afin de mettre à profit cette situation pour tenter de l'emporter militairement. Tout cela avec en prime la promesse mensongère d'un retrait si des garanties étaient données. L'URSS ne quittera l'Afghanistan que contrainte par la force de la résistance populaire.

Yves Moreau, dans *L'Humanité* reprenant les manœuvres de Brejnev déclare : «Pourquoi, après une étude attentive du discours de Brejnev, le gouvernement français ne s'associerait-il pas à la proposition soviétique de garanties contre les ingérences extérieures en Afghanistan ?». On voudrait ainsi que le gouvernement français contribue à isoler le peuple afghan, au lieu d'exiger le retrait des troupes d'occupation. Face à ces manœuvres la seule réponse qui vaille est de développer la solidarité avec le peuple afghan.

P. BURNAND

CONTRE LE RACISME

Vitry : après l'assassinat de Kader



Plusieurs centaines de personnes ont manifesté samedi à Vitry. (Voir en page 3)

Orléans : contre l'expulsion de Mustapha Aouad



Samedi, une manifestation avait lieu à Orléans. (Voir en page 3)

Aciérie de Pompey : intervention policière

Les travailleurs des Aciéries de Pompey entrent dans leur 5ème semaine de grève. Samedi matin, la police est intervenue pour faire sortir de l'usine 12 camions chargés de produits finis.

Lire page 5

Mardyck : échec au commando de la maîtrise

Dimanche soir, une quarantaine de membres de la maîtrise sont intervenus au local des grévistes pour tenter de les en déloger. Aussitôt, des débrayages ont eu lieu dans d'autres services et les travailleurs se sont regroupés. Le commando de la maîtrise a dû battre en retraite. Lundi, un débrayage de l'usine et un meeting devaient avoir lieu.

Plogoff : et maintenant, on leur envoie des gendarmes parachutistes !

Mercredi, procès de Clet Ansquer

Un sondage de la SOFRES, non publié aurait été fait dans la région de Plogoff, il y a quelques mois. On dit ici que s'il n'est pas publié, c'est justement parce que défavorable à la construction de la centrale. Des comités Plogoff viennent de se constituer dans le Sud-Finistère (Querrien, Gourlizon, Fouesnant, Briec-de-L'Odé) et à Saint-Brieux. Dans la commune de Briec, l'accent a été mis sur la probabilité de construction de lignes à haute tension sur son territoire, ce qui provoquerait de nombreuses nuisances.

A l'occasion du procès de Clet-Ansquer, une manifestation aura lieu à Quimper, à l'appel notamment du Comité de défense de Plo-

goff, de la Coordination régionale des CRINS, de la CFDT, de Paysans-travailleurs et de plusieurs partis politiques. Rendez-vous à 15 heures au champ de foire, mercredi 27. Un escadron de gendarmes mobiles parachutistes est arrivé à Pont-Croix en provenance de Mont-de-Marsan. Il est intervenu à Plogoff pour la première fois vendredi.

Des incidents se sont à nouveau produits vendredi soir et samedi midi, à l'heure du départ des mairies annexes. Samedi matin, vers 5 heures, une patrouille constituée de 4 camions de flics a été attaquée à coups de cocktails molotovs.

Chaque nuit, à Plogoff, et parfois dans les autres communes concer-

nées par l'enquête, le terrain ou s'installaient les mairies annexes et les gendarmes mobiles est soigneusement préparé par la population. Ainsi, les flics ont trouvé vendredi matin à Primelin, de la ferraille, des troncs d'arbres et des débris divers, à tel point que la mairie annexe n'a pu s'installer qu'à 10 heures.

A Cleden, c'est un barrage d'arbres et de bidons que les flics ont trouvé à leur arrivée. A Plogoff, c'est du lisier qui avait été répandu ; samedi matin, à Plogoff, les flics ont dû déblayer les ordures ménagères au bulldozer.

Correspondant QUIMPER

UN PROJET POLITIQUE POUR L'ÉCOLOGIE

Au lendemain des Européennes, le courant écologiste cherche à se structurer. En RFA, un parti vert est en passe de se former. Dans un tout autre contexte, les animateurs d'Europe-Écologie tentent, avec la constitution du MEP, de «construire un projet d'écologie qui puisse paraître crédible». Défini comme un lieu d'échange et d'élaboration de propositions politiques, le MEP ne sera pas un parti : mais les écologistes sont aujourd'hui contraints d'avancer dans leur réflexion et leur structuration.

D'abord parce que, désireux de participer aux présidentielles, ils ne peuvent se contenter d'un catalogue revendicatif et doivent s'accorder sur le choix d'un can-

didat. Deux ou plusieurs candidats aboutiraient à une régression de l'électorat écologiste. Toutefois, la constitution du MEP apparaît surtout comme la réponse de certaines organisations écologistes à l'effritement du mouvement.

Effritement particulièrement sensible depuis mai 1978. Aux législatives, face aux blocs gauche et droit, beaucoup de ceux qui aspiraient à un changement réel de la société se sont tournés vers l'écologie. Avec l'apparition au grand jour des divisions de la gauche et l'enterrement du programme commun, de nouvelles interrogations ont surgi y compris au sein du PCF et du PS. Le «ni gauche ni droite»

écologiste en perd de sa force et le faible impact de leurs actions décourage bon nombre de militants. Phénomène accéléré par l'incapacité des écologistes à prendre en compte dans leurs analyses des données nouvelles de la situation: face à la politique d'austérité qui frappe les travailleurs, comme à l'invasion en Afghanistan, les propositions malthusiennes des écologistes et leur non violence érigée en principe sont plutôt mal venues.

Le mouvement écologiste, confronté à son affaiblissement, va-t-il avec la constitution du MEP, retrouver un second souffle ?

Interview de Catherine BONNEL, membre du Conseil national du MEP et de Jean-Pierre MORTEUX, secrétaire général du MEP

Propos recueillis (avant l'assemblée constitutive) par Didier DELORME

Quel est le projet du MEP ? Quelles sont ses conceptions en matière de changement de la société ?

JP M : Dans l'immédiat, il n'y avait qu'à approfondir notre réflexion pour montrer que le projet écologiste ne se réduit pas à un catalogue revendicatif. Ce projet constitue bien une analyse globale de la société actuelle dans la mesure où il prend en exemple l'évolution nouvelle de la société. Alors que le débat de politique est centré sur les questions économiques seulement (questions de niveau de vie, de produit national brut), la technique et la science modifient de plus en plus la société et empêchent les gens de maîtriser leur propre vie : on leur impose le nucléaire, le TGV, les grands projets autoroutiers, le canal Rhin-Rhône, de mauvaises conditions de travail, une parcellisation de leurs tâches qui en deviennent inintéressantes. Ce ne sont pas seulement des conséquences du fonctionnement de l'économie, mais aussi celles produites par un système technique : voir la prolifération de l'informatique.

Pour nous, il faut que la technique et la science soient, au même titre que l'économie, au centre du débat politique et qu'on puisse donc opposer aux gouvernements qui proposent une science lourde concentrée, une technique qui va entraîner une société policière, une technique permettant une grande décentralisation, un autre mode de vie. Cette nécessité d'un approfondissement théorique se double de la nécessité de montrer que le changement ne va pas s'opérer en haut. Notre propos n'est pas de dire : «attendez que nous soyons majoritaires et vous verrez alors que la société va changer entièrement». La société changera si les gens changent leur mode de vie par l'action concrète quotidienne, prennent chacun en main leur mode de vie.

Dans quelles perspectives le MEP se situe-t-il ? Se contente-t-il pour l'instant de faire le constat des difficultés du mouvement écologique ou entend-il aller de l'avant ?

JP M : On ne peut pas se contenter de l'acquis du mouvement écologique, de gérer le capital de voix. Il faut aller de l'avant en montrant la globalité du projet de l'écologie. Car trop de gens la réduisent à la simple défense de la nature ou à la lutte anti-nucléaire. Pour nous, c'est la défense de l'homme globalement : l'écologie c'est aussi la problématique des conditions de tra-

vail, l'égalité sociale, la répartition des revenus, c'est choisir un autre mode de vie, avoir d'autres rapports avec les pays du tiers monde.

Seveso, les marées noires, Minamata, ce sont toutes des conséquences d'un système politique et scientifique qui conduit à étouffer l'homme. La vie n'a plus d'importance. Seules comptent la rentabilité économique et l'efficacité technique. La façon dont s'exprime le développement de la science et de la technique, c'est le productivisme, cette logique qui fait que l'on produit pour produire et que l'on ne s'interroge plus du tout sur les besoins des gens.

Où, une égalité plus grande est nécessaire et donc dans cette mesure certains catégories de gens ont des progrès à faire dans cette recherche du niveau de vie, mais la recherche de l'accumulation des biens matériels de façon indéfinie devient nuisible. Face à ce productivisme, on propose une interrogation sur les besoins : pourquoi produit-on ? Pourquoi une croissance ? Pourquoi avoir besoin du nucléaire et du pétrole ?

CB : Nos propositions c'est d'une part la décentralisation pour pouvoir proposer une société décentralisée antitechnocratique où le pouvoir revient au citoyen qui a la responsabilité d'organiser sa vie. Les écologistes doivent poser des clignotants pour annoncer le moment où le développement devient nuisible.

Quelle place doit prendre la préparation des élections dans les activités du MEP ?

JP M : L'activité électorale n'est que la patrie émergée de l'iceberg. L'audience des écologistes est grandissante, aussi au niveau des actions concrètes, les alternatives se développent. Mise en place de projets en matière d'énergie solaire, d'économies d'énergie, de systèmes de dépollution, d'agriculture biologique... Toutes ces actions ne sont pas forcément du ressort du MEP. Le MEP peut essayer de s'en faire un porte-voix, de mieux faire passer ces idées dans les médias.

Pour nous, dans l'ensemble, les élections ne sont qu'un moment qui peut être privilégié. Le principal, c'est développer l'action concrète sur le terrain, développer la réflexion en liaison avec les associations, des syndicats, avec toutes les forces porteuses de changement dans la société actuelle. Nous avons donc besoin de mieux nous organiser pour être plus à même d'avoir



Au cours de l'assemblée constitutive du Mouvement d'Écologie Politique le 17 février. De gauche à droite : Philippe Le Breton, Catherine Bonnel, Jean-Pierre Morteux, Alex Néri.

des interlocuteurs, de discuter des questions écologiques.

Comment le MEP cherche-t-il à tirer parti de son audience électorale ?

JP M : Il y a 2 cas de figure. La campagne Dumont était une campagne de témoignage : il s'agissait d'attirer l'attention sur des problèmes que les partis ne prennent pas en compte et auxquels les gens sont pourtant de plus en plus sensibles. On arrive maintenant dans une phase où l'audience grandissante nous conduit à chercher une tactique un peu plus élaborée. On se fixe donc deux objectifs. Pour les prochaines élections, présenter notre projet global et des objectifs très concrets, référendum à initiative populaire, décentralisation, afin de permettre à tout ce qui se passe sur le terrain de mieux se développer. Nous interpellons sur ces thèmes les autres partis politiques.

Quels rapports avec les partis politiques ou avec le gouvernement, le MEP envisage-t-il d'avoir ?

CB : Le MEP estime que les thèses qu'il développe ne sont absolument pas réductibles à celles des partis en place. Le MEP restera très indépendant, il ne se désistara pour aucun parti au second tour, il laissera aux électeurs le soin de faire leurs propres choix.

JPM : Récemment, Giscard a déclaré à Paris-Match qu'il se sentait très proche des écologistes. Giscard tient de beaux discours, mais fait exactement le contraire de ce qu'il dit.

Giscard se déclare écologiste, mais renforce le programme électro-nucléaire et récemment, sur Europe-1, il a plaidé une demi-heure en faveur du nucléaire. Il y a donc une telle contradiction entre ce que le président dit et ce qu'il fait qu'il ne peut pas être question un seul instant de soutenir son action. Donc nous sommes dans l'opposition.

Mais sans pour autant souscrire aux thèses de la gauche actuelle dans la mesure où sur deux plans, elle ne joue pas son rôle d'opposition véritable. Premièrement, parce qu'elle ne paraît pas vouloir aller au pouvoir. Il n'y a plus d'alternative. L'opposition ne joue pas son rôle non plus au niveau de l'analyse. Pour nous, l'analyse marxiste est insuffisante. L'analyse marxiste est fondée essentiellement sur l'analyse de l'économie. Or, de plus en plus, la science et la technique influencent la société. Nous élaborons une analyse qui intègre à la mesure de cette progression les répercussions de la science et de la technique dans tous les domaines : international, conditions de travail, vie quotidienne. Pour nous, le rapport conflictuel politique n'est pas tellement entre ceux qui possèdent et ceux qui ne possèdent pas, mais de plus en plus entre ceux qui possèdent et ceux qui décident et ceux à qui l'on refuse les décisions. C'est donc plus une lutte antitechnocratique et anti-productiviste qu'une lutte anticapitaliste.

Quels sont les rapports du MEP avec les autres organi-

sations écologistes ? Avec SOS-Environnement en particulier ?

CB : Le Comité de Liaison Écologique a été créé pour la concertation avec d'autres organisations écologistes. Le MEP est soucieux d'organiser aussi la concertation avec des associations de type Quart Monde, bref avec toutes celles qui pensent que l'écologie peut être une solution d'avenir sur un certain nombre de points. Sur le plan local, nous estimons que toutes les associations de défense locales sont des partenaires privilégiés et nous allons essayer dans nos structures de leur donner une place tout en respectant leur indépendance.

JP M : SOS-Environnement a une tendance à avoir un programme politique qui se limite à l'affirmation suivante : «Nous sommes indépendants des partis». Il semblerait que pour eux, l'indépendance par rapport aux partis politiques peut tenir lieu de programme. Cela nous paraît insuffisant. Il faut faire des propositions, avancer un projet et montrer qu'il y a des progrès.

Nous n'hésitons pas à dire que le projet écologique ne se limite pas à l'environnementalisme, c'est vraiment une remise en cause globale de la société actuelle dans des tas de domaines : temps de travail, conditions de travail, rapports avec le tiers monde.

Kaboul : des centaines de martyrs

La répression de la grève déclenchée jeudi et des manifestations ayant eu lieu vendredi et samedi, a fait plusieurs centaines de victimes. A la suite de ces événements, la loi martiale a été proclamée à Kaboul tandis que le mouvement de grève se poursuivait.

Dans une dépêche datée de samedi, le correspondant de l'AFP à Kaboul donne les informations suivantes : «Un témoin a vu six civils tués dans les rues samedi après la reprise des accrochages dans la matinée. Ces accrochages avaient toutefois moins d'ampleur que vendredi. Un diplomate occidental qui a amené un blessé à l'hôpital de Joumouriet a déclaré qu'il avait vu vendredi une cinquantaine de cadavres sur le sol. Par ailleurs, samedi, la capitale afghane était quasiment déserte et les employés de bureau respectaient l'appel de grève lancé par

les rebelles. Des chasseurs soviétiques Mig continuaient à survoler la ville à basse altitude, tandis que des hélicoptères, pilotés par des Soviétiques, pointaient leurs canons en direction des poches de résistance... Si la grève se poursuit plus longtemps, Kaboul risque d'être confrontée à des problèmes d'approvisionnement en nourriture. Les plus violents affrontements de vendredi se sont déroulés dans l'ancien bazar au Sud-Est de la capitale et dans le quartier d'Alfshar, tout près de l'Intercontinental Hôtel où se trouvent la plupart des correspondants occidentaux, au Nord-Est. C'est dans ces zones qu'il semble y avoir eu le plus de victimes. Les manifestations de vendredi faisaient suite à la grève générale lancée jeudi dans le centre commercial et le bazar, et après une nuit au cours de laquelle des milliers d'Afghans étaient monté

sur les toits ou descendus dans la rue pour scander Allah al akbar (Dieu est le plus grand).

Vendredi matin, aux alentours de 9 heures, heure locale, les premiers troubles ont commencé lorsque des centaines de jeunes gens munis de batons ont défilé dans le centre de la ville en lançant des slogans antisoviétiques, et en brandissant le poing vers les casernes de l'armée soviétique et les bâtiments du parti Khalq au pouvoir. Près du bazar certains manifestants brandissaient le drapeau vert islamique.

D'autres portaient en triomphe un jeune homme qui pourrait être l'un des leaders du mouvement islamique clandestin et était très fortement acclamé. Quelques instants plus tard après que des Afghans eu-

rent conseillé aux correspondants étrangers de s'éloigner en raison du danger, un véhicule blindé apparaissait et des coups de feu éclataient. Les heurts se sont déroulés toute la journée et les coups de feu pouvaient être entendus de toute la ville, aussi bien des tirs d'armes individuelles que de chars. Des diplomates occidentaux ont indiqué que des hélicoptères M-24 armés avaient tiré plusieurs obus et encerclé des points d'affrontement, mais selon eux, la plupart des tirs venaient des chars et transports de troupes blindés. Plus tard, au cours de la nuit de vendredi à samedi, les cocktails molotov ont été lancés contre des chars en patrouille et plusieurs ont été incendiés selon certaines sources... Des diplomates occidentaux ont affirmé que de nombreux chars afghans étaient conduits par des Soviétiques.»

Orléans : Mustapha reste avec nous !

Les Salmoneries, une cité d'urgence dans la banlieue d'Orléans, comme tant d'autres construites dans les années 60 pour faire face aux besoins croissants en matière de logement.

Les blocs de béton gris, délaissés, tranchent avec les constructions de prestige édifiées récemment à Orléans. Dans ces îlots habite Mustapha Aouad.

Aucun loisir n'est proposé, d'ailleurs, le foyer de jeunes est fermé ; le travail se fait rare dans un département qui compte 10 000 chômeurs.

Mustapha a commis quelques vols bénins, d'ailleurs il a déjà purgé sa peine. Depuis, il a effectué une formation professionnelle, il travaille depuis un an et est estimé dans son entourage.

Mais voilà, il reçoit un ultimatum de la préfecture lui demandant de choisir : soit de purger son sursis, soit d'être expulsé. Il choisit la première solution mais reçoit en même temps un avis d'expulsion. Mustapha troublerait l'ordre public.

Récemment s'est tenue la semaine du dialogue avec les immigrés, finalement elle n'était que le verre de rhum qu'on donne au condamné ! Lois-lois Barre-Bonnet-Stoléro pointent leur nez. Ce sont des milliers de travailleurs étrangers que le gouvernement veut chasser après les avoir bien exploités.

Des milliers de Mustapha qui sont nés en France ou y ont vécu une bonne partie de leur vie, ne connaissant plus personne dans leur pays d'origine. Mustapha a toute sa famille en France, 7 frères et sœurs ; son père, Marocain, a été appelé pour travailler ici.

A l'appel du collectif «Mustapha», soutenu par 32 organisations politiques, syndicales, chrétiennes et démocrates, une manifestation exigeant l'abrogation de l'arrêté d'expulsion a eu lieu samedi. Les jeunes Français et immigrés des Salmoneries en tête.

Une manifestation dynamique qui s'est terminée à la préfecture où une délégation a été reçue : le préfet tiendrait compte de la situation de Mustapha... Le combat contre l'expulsion continue.

A Orléans, le cas de Mustapha devrait permettre de déboucher sur la constitution d'un collectif permanent anti-expulsion afin de combattre pied à pied les lois scélérates.

Le PCML, partie prenante du soutien à Mustapha, organise un meeting contre les lois Barre-Bonnet-Stoléro avec le PSU, le CCMO et l'OCF. Il se tiendra le 29 février à 20 h 30, salle des Carmes à Orléans.

Marc POULAIN

Correspondant ORLEANS

Vitry : « Ils ont assassiné Kader, tous unis contre les crimes »

Vitry, samedi matin, 10 heures. A quelques pas de là, devant un des immeubles de l'allée Jean Couzy, Kader est tombé, une balle dans la tempe, il y a une semaine. «Ils ont assassiné Kader, tous unis contre ces crimes» crie la banderole tenue par des jeunes. Cette manifestation de riposte, c'est les jeunes qui l'ont organisée. Ce matin, tous ceux qui sont là viennent dire qu'il n'est pas question de laisser faire tous ces assassinats racistes.

Dans le tract qu'ils diffusent, on peut lire : «Après le rassemblement de mercredi appelé par les jeunes, les locataires de la cité, il a été décidé de lutter contre cette campagne criminelle. Nous appelons toutes les person-

nes, tout travailleur, pour que la vérité éclate, pour que ces meurtres cessent. Français, immigrés, adultes et jeunes contre l'assassinat de Kader.»

Pendant plus de deux heures, entre les cages à lapin des cités populaires de Vitry, retentira le cri accusateur «Ils ont tué Kader». Un cri qui serre la gorge. Un cri mille fois répété. Par cette mère algérienne en larmes, par ces résidents des foyers Sonacotra, par ces gosses de la cité des Montagnards, par ces élèves de Jean Macé, par ces jeunes françaises de 15 ans... l'âge de Kader... La sono passe des mains d'un manifestant arabe à celles d'un Français, d'un noir, d'une jeune fille... «Ils ont assassiné Kader, le

racisme ne passera pas ! Français, immigrés, mêmes cités, même combat !».

Entre les bâtiments de la cité Balzac, où toutes les fenêtres sont ouvertes, on crie «Pas d'illotiers dans nos cités ! Français, immigrés, avec nous dans la rue. Des salles, pas des balles pour les jeunes. Non à l'autodéfense.».

Partout, en passant devant le consultat d'Algérie, en traversant le marché, en remontant vers la mairie, puis en revenant à la cité, ces mots d'ordre retentiront sans arrêt avec la force poignante de la douleur, de la dignité, et de la révolte.

Monique CHERAN



Angers, après 3 semaines de grève dans les facultés

La perspective d'un mouvement national pour faire annuler les expulsions se fait jour

La semaine a été marquée sur Angers par deux manifestations. Une avec les étudiants et lycéens qui rassemblaient 600 personnes. Une autre vendredi qui, avec l'appui des syndicats et des partis de gauche, comptait 1 000 personnes environ.

Ces chiffres montrent, à l'évidence, un certain effritement du mouvement, qui s'est manifesté cette semaine ; cela s'est concrétisé par la reprise des cours dans certaines facultés (droits et sciences) et l'arrêt de l'occupation de la faculté de lettres. Beaucoup d'étudiants d'ailleurs reconnaissent que le mouvement devait se donner d'autres perspectives s'il voulait tenir. Certains d'ailleurs avançaient la perspective d'un mouvement national qui pourrait faire annuler ces expulsions. «On ne peut pas continuer la grève en répé-

tant les mêmes actions. On ne pourra tenir indéfiniment», répétaient pas mal d'étudiants.

D'ailleurs, il est presque certain que la grève va s'arrêter cette semaine, puisque les deux facultés qui étaient encore en grève (IUT, Lettres) sont en vacances. Ainsi que les sciences qui sont en vacances depuis trois jours. Bien que le passage des examens et les vacances dans les facultés aient pu constituer un obstacle à la mobilisation, il est aussi à noter que le manque de perspectives a pu jouer dans la détermination de beaucoup. Car demander simplement l'arrêt de la procédure contre Abdou (l'un des deux Marocains), n'a pas suffi dans le cadre d'une politique globale du gouvernement qui s'applique aux immigrés. Elargir les cibles, les revendications, devient de plus en plus nécessaire,

lier le combat d'Angers à celui contre les lois racistes en unissant toutes les couches de la jeunesse dans la perspective d'un mouvement national, peut permettre de gagner.

D'ailleurs, dans les dernières assemblées générales de fin de la semaine, cette perspective a pu déjà se dégager. La coordination nationale, qui se déroulera à Rouen le 1er mars, devrait tracer des perspectives de mobilisation de lutte, en servant des acquis des différentes villes, comme à Angers (où dernièrement des commissions regroupant 30 personnes ont été élues).

C'est bien en effet dans cette voie qu'il faut s'engager, dans une riposte large de la jeunesse contre la politique raciste, antipopulaire du gouvernement.

Correspondant ANGERS

Congrès CDS

La foi en l'atlantisme

Dimanche 24 février, s'est achevé à Strasbourg, le 3e congrès du Centre des Démocrates Sociaux CDS. La querelle de succession entre le père fondateur Lecanuët par ailleurs président de l'UDF et le jeune député STASI parfois frondeur vis-à-vis du gouvernement ayant été réglée avant le congrès, ce sont les discussions sur la situation internationale qui ont fait l'essentiel des débats. Pour le député de la Marne et en effet été créé un poste de président délégué et l'ambitieux Stasi, jusqu'alors vice-président et porte-parole du CDC, y a accédé ce dimanche, Lecanuët étant confirmé dans ses fonctions.

Les débats ont été vite centrés sur la situation internationale et le ton aussitôt donné par l'allocation d'ouverture de Caro, député du Bas-Rhin. Celui-ci affirmé que «notre responsabilité pour la paix et la liberté passe par une France forte, dans une Europe politiquement unie, disposant d'une défense commune dans le cadre d'une étroite et permanente action avec nos amis d'Amérique» (Canada et USA). Ce farouche partisan de l'OTAN et de l'alliance avec l'impérialisme américain a été largement applaudi. Lecanuët a beau déclarer que c'est sa plus grande proximité de l'URSS qui fait tenir de tels propos au député du Bas-Rhin, la plupart des délégués CDS manifestent le même atlantisme. Au point que le député Daillet envisage de quitter la présidence de la commission «défense» de l'UDF si Giscard et ses homologues européens n'envisagent pas de mieux insérer leur politique de défense dans l'alliance atlantique.

Le PCF incite des oppositionnels à démissionner

Plusieurs militants du PCF, en opposition avec la direction de leur parti, ont reçu des lettres de cellules du PCF leur demandant de démissionner. Les cellules de Saint-Martin-Boulogne (Pas-de-Calais), dans une lettre signée du député suppléant et adressée aussi au comité central du PCF, invitent Elleinstein à quitter leurs rangs. Même démarche de la cellule Maçon-Mossinot (Paris 19e, Fabien 19e), dont fait partie Laurent, membre du secrétariat du PCF, auprès d'Yvonne Quiles, Jean Rony et Jean Elleinstein. D'ores et déjà, Elleinstein a déclaré qu'il n'a pas l'intention de suivre cette recommandation. Antoine Spire, initiateur de la pétition de militants du PCF condamnant l'intervention russe en Afghanistan, a reçu des «lettres très agressives» mais qui ne lui enjoignent pas toutefois de quitter le PCF. Marchais avait promis qu'il n'y aurait «pas d'exclusions», le PCF organise-t-il les démissions des militants critiques ?

Démission d'un élu PCF, partisan d'une «union à la base»

Le président des élus PCF du conseil municipal de la ville d'Hem (Nord), vient de démissionner du PCF. Robert Mesdagh reproche au PCF de refuser «l'union à la base» contrairement aux décisions du 23e congrès. Élu «sur la base du programme commun», le conseiller municipal n'admet pas que son parti «donne des coups de couteau dans le dos à ses partenaires». Robert Mesdagh entend rester ses fonctions d'adjoint.

«Le Monde» n'a toujours pas trouvé son futur directeur

Dimanche 24 février, les deux cents membres de la société des rédacteurs du Monde, n'ont pas réussi à départager les quatre candidats à la succession de Jacques Fauvet dont le mandat expire en 1982. Cette société des rédacteurs qui détient 40 % des parts de la SARL Le Monde avait trois tours de scrutin pour choisir entre quatre journalistes du Monde : Jacques Amalric (chef du service étranger), André Fontaine (rédacteur en chef et éditorialiste), Claude Julien (rédacteur en chef du Monde-Diplomatique) et Jacques Decornoy (rédacteur en chef adjoint).

Pour téléphoner au
Quotidien du Peuple
NOUVEAU NUMERO
205-51-10

Présidentielles

Le PS s'engagera-t-il dans la course, en solitaire ?

La phrase de Mitterrand : «Puisqu'on nous refuse l'union, nous n'éliminerons pas l'éventualité de gouverner seuls», secoue le parti Socialiste. Mauroy et les partisans d'une «ligne autonome» se réjouissent. Les Mitterrandistes affirment que rien n'a changé dans les orientations. Le CERES rejoint dans ses critiques les hauts cris du PCF. Les illusions sur l'union des appareils ont depuis longtemps disparu, mais l'éclatement des perspectives pour les partis de gauche en 1978 n'a pas fini de produire ses effets. Et les divisions apparues au congrès de Metz se prolongent dans les discussions d'aujourd'hui à l'intérieur du PS.

Mitterrand a eu beau préciser dans son interview à France-Soir du 21 février, «l'impossibilité d'un compromis» du PS avec la droite et la nécessité pour son parti d'une politique d'union de la gauche, son hypothèse — gouverner sans le PCF — a remué les états-majors des partis de gauche — surtout celui du PS —.

TEMPÊTE DANS LE PS

Dès jeudi le CERES a réagi. Motchane, membre du comité directeur du PS, affirmant que l'idée d'un gouvernement PS homogène est «totalement contraire à la ligne du parti et parfaitement irréaliste», et de rappeler les engagements

d'union avec le PCF confirmés dans le Projet socialiste. Pour L'Humanité, «C'est une confirmation nette de l'abandon de l'union» et «une voie sans issue».

A l'inverse, Mauroy voit dans les propos du premier secrétaire une confirmation des thèses de la minorité issue de congrès de Metz, et ajoute : «Ses déclarations créent une situation nouvelle au sein du PS, une situation dont il faut tenir compte car il ne peut pas y avoir désormais une ligne à usage interne pour nous maintenir dans la minorité et une autre qui serait celle du candidat à l'élection présidentielle».

Rocard qui avait la parole

lundi 25 février à Cartes sur table, devait abonder dans ce sens. N'est-ce pas un de ses proches, Pisani, qui a avancé aussi dimanche 10 février, cette hypothèse de gouvernement socialiste homogène.

Quant au mitterrandiste Filloud, il précise dans Riposte, feuille quotidienne du PS, que Mitterrand veut toujours autan «construire l'union de la gauche», mais qu'il y a constaté que «pour le moment — les dirigeants du parti communiste n'en veulent pas».

LA GAUCHE SANS UNION

Pour Colpin, membre du secrétariat du Comité central du PCF, «ce qui paraît de plus en plus évident, c'est que le virage à droite du PS l'a conduit bel et bien dans l'impasse» et qualifiant l'ambition de Mitterrand de tout à fait illusoire, il en conclut que le PS cherche en fait à «se placer en position de partager le pouvoir avec la droite». Ce qui est certain, c'est que l'un comme l'au-

tre de ces partis, privés d'union après l'échec de 1978, se trouvent dans une impasse : ils ne peuvent aller seuls au pouvoir. Mais, les divisions du PS le montrent bien : un pas à droite écarterait aujourd'hui le PS.

Ces deux partis, touchés par le recul de leur électoral, leur crise interne sont contraints de refaire le terrain chacun pour son compte. L'enjeu des présidentielles se situe principalement pour eux dans l'écart qui les séparera au premier tour. Le PCF s'y est préparé depuis longtemps et tente d'opérer par l'adoption d'une phraséologie révolutionnaire, un resserrement de ces rangs. Le PS, moins homogène, traversé par la question de la candidature aux présidentielles, fragilisé par une direction qui apparaît de plus en plus artificielle, entreprend sa réorientation avec plus de difficultés. Mitterrand a-t-il cherché à accélérer le processus ?

D. DELORME



Mauroy se réjouit de la petite phrase de Mitterrand sur «l'éventualité de gouverner seuls».

Club de la presse d'Europe N°1

Chirac propose au tiers-monde de soutenir l'impérialisme français

Invité du club de la presse d'Europe 1, Chirac tenait surtout à présenter ce dimanche sa proposition de «plan Marshall pour le Tiers-Monde».

Par ailleurs il a répété qu'il «était mal à l'aise dans la majorité» et a précisé qu'en cas de conflit mondial il se situait dans «le camp de l'occident». Estimant que les pays du Tiers-Monde constituent, en raison de leur besoins, en investissements, un marché privilégié pour les pays occidentaux, Chirac entend favoriser financièrement le pillage impérialiste. Pour lui, l'élevation de la dette des

pays du Tiers-Monde aux puissances capitalistes, les place «à la limite de l'insolvabilité». Et de proposer la création «d'un fonds international de développement» dont les pays producteurs de pétrole seraient les banquiers, et qui prendraient en charge une partie des dettes des autres pays du Tiers-Monde (les consommateurs) vis-à-vis des «producteurs» occidentaux.

Prenant l'exemple de l'Inde, Chirac se félicite de l'augmentation des exportations françaises et ajoute en substance «plutôt que ce soit la France qui prête à l'Inde l'argent

nécessaire au règlement de sa facture, proposons à l'Arabie Saoudite de régler la moitié de notre facture pétrolière en dollars et l'autre moitié en francs que l'Arabie prêtera à l'Inde et dont nous garantirons le remboursement». Un plan Marshall au niveau mondial, qui permettrait donc aux impérialismes occidentaux de rentrer plus vite dans leurs frais en ne payant qu'une partie de leurs achats de pétrole et d'accroître le volume de leurs exportations (et de leurs profits) en direction des pays du Tiers-Monde.

Chirac a répondu aux

autres questions par des réaffirmations des prises de positions du RPR : toujours pas d'engagement déclaré dans la course aux présidentielles, critiques sans suites de la politique giscardienne, demande de l'augmentation des dépenses militaires surtout au profit de l'armement nucléaire et avec réduction du service militaire, appui à la politique de détente tout en se montrant «soucieux de la protection des intérêts français dans le golfe persique».

D.D

Depuis bientôt un mois, le 28 janvier, les ouvriers des Acieries de Pompey (qui travaillent entre autre pour Framatome) à Pitres (Eure) sont en grève totale ; A l'origine de ce mouvement particulièrement déterminé (voir QdP du jeudi 21 février) : 3 000 F pour tous, un logement correct pour 12 travailleurs immigrés logés dans des conditions scandaleuses, l'embauche définitive des sous-contracts et aussi la suppression de la prime anti-grève datant de 1947.

Une prime qui a permis à la direction d'imposer depuis des années des conditions de travail, de salaire et de logement (pour une partie des immigrés) désastreuses.

Les grévistes qui depuis 4 semaines campent en piquet de grève, face à l'usine, racontent.

D'un côté de la route, en face de l'usine, se trouve la cantine : un bâtiment dont le sous-sol abrite un véritable scandale. Un gréviste parmi la centaine massée sur la route l'affirme. On y descend par un escalier en béton, d'où se dégage une odeur de putréfaction qui vous prend à la gorge. Arrivé en bas, on y voit des canalisations bouchées depuis une éternité, un grand couloir aux murs nus qui mène à une pièce unique qu'une ampoule éclaire faiblement d'une lumière blafarde.

UNE VERITABLE CAVE POUR TOUT LOGEMENT

Dans cette pièce, trois lavabos, quelques tables, quelques casiers individuels en bois... et douze travailleurs immigrés de l'usine qui y «vivent» depuis des années (sauf la nuit où ils dorment au premier étage de l'immeuble qui abrite la cantine dans des conditions guère meilleures).

Les douches ? Recouvertes de crasse et où ne coule que de l'eau glacée. La direction de l'usine n'a évidemment pas plus de sous pour améliorer l'endroit — revendication des grévistes — qu'elle n'en a pour donner 3 000 F par mois, autre exigence des aciéristes. Pourtant en 1977, 4,7 milliards de francs de bénéfices ont été faits et les actionnaires ont vu leur capital se multiplier par trois.

Selon un panneau du syndicat installé au réfectoire, juste au dessus, là où se tiennent toutes les assemblées générales et où plusieurs centaines de repas sont servis quotidiennement depuis le début du mouvement. «Aux négociations du dernier week-end, la direction a promis de reloger les camarades immigrés dans

un foyer à Igoville, à quelques kilomètres. C'est un point très positif, mais ça ne lui a évidemment pas coûté cher, raconte Gérard, en remettant quelques pelletées de charbon dans un brasero au bord de la route. Moins cher que d'améliorer les conditions dans lesquelles on bosse, qui sont également dégueulasses.

Des conditions de travail qui concernent cette fois tout le monde et dont on imagine mal la dureté derrière l'imposante façade blanche de l'usine, autour de laquelle — à coups de millions — la direction a remplacé, il y a quelque temps, la pelouse par des galets... Mais que fait-on d'abord aux aciéries du Manoir ?

D'abord des pièces en acier spécial pour les tubes de refroidissement des centrales nucléaires (Framatome les commande ici et dans deux autres usines en France) pour la pétrochimie également (pipe line, ...), dont 90 % va à l'exportation (Chine populaire, pays de l'Est...). Enfin, des pièces sont destinées à l'armée (chenilles de chars). Les pièces conçues à Pitres demandent un travail de finition important, travail parmi les plus durs qui est celui de l'ébarbage.

DES MILLIERS DE PARTICULES D'ACIER DANS LES POUMONS

En gros, les plaques et tôles d'acier (acier élaboré à partir de la fonte dont on brûle les impuretés avec de l'oxygène pur) doivent dans une aciérie subir des traitements de finition variés suivant les dimensions et caractéristiques du produit que l'on veut obtenir : refroidissement, meulage, limage, cisailage, etc.

C'est ce travail que font à Pitres les ébarbeurs installés

1 mois de grève déjà

Profession : aciériste à Pitres (Eure)

Pour les uns : une cave pour tout logement

Pour les autres : de la poussière d'acier dans les poumons



Le travail de finition sur des pièces en tôle (ici dans la sidérurgie du Nord) : cisailage, meulage, etc...

dans des cabines individuelles en recevant sur des palettes les pièces sorties des moules qui leur ont donné forme. «Pendant huit heures, il faut limer, cisailier, meuler, raconte Roger, meuleur, pour enlever les bavures, les saloperies, les imperfections des pièces ; alors pendant huit heures c'est un véritable festival, tu as des milliers de particules de limaille de fer qui volent ; des déchets de meule, des poussières d'acier ; tu en as partout. Sur le bleu ; propre le lundi, il tient debout tout seul le vendredi. Mais surtout dans le nez, la bouche, les poumons, l'estomac, les intestins...»

«J'ai eu il y a quelque temps une infection intestinale, dit Xavier, et on est beaucoup comme ça. Je vomissais, j'avais des nausées, le mal de crâne. Et au bout d'un moment, tu te mets à cracher le sang !»

«Au bout d'un moment, renchérit Alain, t'as aussi le nez qui saigne ou alors qui est complètement bouché.»

Et puis, au bout d'un certain nombre d'années aux aciéries de Pitres, la respiration devient difficile. Au niveau des poumons : silicose. Sur le portail de l'usine où des coupures de presse relataient la grève ont été collées, on peut lire ce témoignage d'une employée : «Mon père est mort en cette usine, de silicose à 57 ans...»

ECONOMIE, ECONOMIE...

«Normalement, raconte un jeune aciériste, un ébarbeur a droit à deux litres de lait par jour comme anti-poison contre la poussière. Vous avez des cabines aspirantes, vous n'avez pas besoin de lait qu'on nous dit, mais les cabines pour aspirer la poussière ont 15 ans d'âge ! Dans cette tôle y'a que l'économie qui compte : c'est comme pour les gants, ils sont limités. Alors quand ils sont coupés... Voilà comment on bosse à l'ébarbage, et souvent tant qu'il ne fait pas moins de 10°, t'as pas de chauffage dans les ateliers.»

Le froid ? Aux fours, ce n'est pas tout à fait le problème : Les fours tournent à 980°. Avec une telle chaleur durant huit heures, il y a une espèce de refroidissement qui se produit. T'en prend plein les poumons, raconte

Michel. Evidemment, il faudrait des tabliers en amiante, mais, il n'y en pas.»

Les conditions de sécurité pas plus que les conditions de travail ne sont sûres ici : «Il y a 5 ans, un four a explosé, et il faut dire un mot de l'acier liquide (contenu dans des moules de terre) qui se ballade des fois au dessus de ta tête. Un jour, ça s'est cassé la gueule heureusement qu'il n'y avait personne dessous», raconte Georges.

Voilà ce qu'il en est des conditions de travail. Les conditions de salaire (les grévistes exigent 3 000 F mensuels) ne sont guère meilleures : «Comment on est payé ? interroge Robert, qui meule des pièces. Le prix de la journée de travail (huit heures) dans certains secteurs de l'ébarbage est établi à 30 pièces. En divisant par huit, tu obtiens le prix d'une heure de travail... que tu touches si tu as fait tes 30 pièces. Si tu en a fait 25, le prix de l'heure baisse... Donc il faut vraiment bourrer... et ça te fait pas pour autant un gros salaire.»

«Le salaire moyen ? 2 550 F brut pour un P-1, 2 800 F pour un P-2, raconte Henri, en me montrant sa fiche de paie.

UN SYSTEME DE SALAIRE TRES TRES PARTICULIER

Avoir 13 ans de maison, faire 46 heures par semaine, avoir un travail qualifié comme celui de mouleur-machiniste qui fait les différents moules dans lesquels l'acier sera coulé, selon la pièce que l'on veut obtenir. C'est

le cas de Raymond qui ne touche avec tout ça que 4 000 F brut...

Les salaires sont d'autant plus maigres que parfois le prix des pièces des payés selon les ébarbeurs... suivant la tête du client. «A la fin de la semaine, tu vas porter ton carnet individuel au pointeau. Si ta tête ne lui revient pas, il peut très bien baisser le prix de la pièce», raconte Henri. Ce qui revenait en fin de compte par exemple à payer 35 pièces, le prix de 30 ou 32... Alors course toujours plus folle et cercle vicieux qui n'en finissait pas, il fallait ces dernières années aux aciéries du Manoir faire encore et toujours plus de pièces pour des conditions de travail, et de salaire dérisoires... Se révolter contre ces conditions ? Là encore, la direction a tout prévu avec l'instauration d'une prime antigreve de fin d'année, d'un montant de 3 500 F. 10 jours de grève et cette somme — qui représentait un mois et demi de salaire — était supprimée. On y réfléchissait à deux fois avant de se mettre en grève. Même avec des salaires de misère ! Justement parce qu'il y avait les salaires de misère... on était bien content de toucher cette prime. Cercle vicieux encore et toujours. Les 800 aciéristes des Forges du Manoir à Pitres ont décidé de le briser.

Richard FEUILLET

Montpellier

Les employés de Super M encore plus fermes dans la lutte

Les employés du super-marché Super M continuent leur grève commencée le 19/02/80 (voir QdP du 22/02/80). Rappelons que leurs revendications portent sur des augmentations de salaire un salaire minimum de 2 700 F, et une cinquième semaine de congé. 80 % des 260 travailleurs participent à cette lutte.

De plus, vendredi dernier, les employés de Monoprix, magasin situé au centre de Montpellier et ayant la même direction que Super M, se joignent à la grève de leurs camarades tant et si bien que la direction était obligée de fermer le magasin, les em-

ployés étant quasiment tous en grève.

A Super M, peu de clients entraînent, grâce aux tracts distribués et aussi à l'imposant piquet de grève ; beaucoup de travailleurs en effet, malgré la pluie et le froid restent des heures devant les entrées (ils m'ont dit qu'ils sont plus longtemps absents de chez eux que quand ils travaillent) mais cela est payant puisque si les clients ne rentrent pas, l'argent non plus et pour le patron ça fait mal.

Le PCML, à la mesure de ses forces soutient la lutte des travailleurs de Super M, messages de sou-

tien du Comité de parti et aussi organisation d'une collecte sur les Tritons quartier de la Paillade à Montpellier, dimanche 24 février 1980 qui a rapporté 803,15 F.

Plusieurs camarades sont aussi allés voir les grévistes, ont apporté du café chaud lors du piquet de grève de samedi.

Le soutien de tous et la popularisation de la lutte des employés de Super M et de Monoprix sont un élément important pour gagner.

Correspondant MONTPELLIER

La proposition de Brejnev sur l'Afghanistan

Des balles enrobées de sucre



Espérant sans doute relancer le dialogue avec les pays de l'Europe de l'Ouest et faire illusion sur sa bonne volonté, Brejnev a annoncé dans un discours que l'URSS était prête à mettre fin à son « assistance » (sic) à

l'Afghanistan dès que l'ingérence extérieure dirigée contre le gouvernement et le peuple de l'Afghanistan sous toutes ses formes aura entièrement cessé. Que les Etats-Unis et les voisins de l'Afghanistan le garantissent

et alors l'aide militaire soviétique ne sera plus nécessaire.

Cette proposition n'est nouvelle qu'en apparence. En effet, Moscou ne reconnaît toujours pas qu'il y a bien eu intervention de sa part. Brejnev a même réaffirmé : « Il n'y a pas eu d'intervention soviétique en Afghanistan et il n'y en a pas ». Ensuite, Brejnev s'acharne à présenter la présence soviétique comme le résultat d'une menace extérieure sur l'Afghanistan. La rébellion du peuple afghan et la volonté de Moscou d'en finir avec elle pour dominer le pays étant bien sûr inavouables.

En fait, ce que veut Moscou, c'est que le peuple afghan ne puisse plus compter sur les pays voisins (Iran, Pakistan), qu'il ne puisse plus s'y réfugier en cas de besoin, se retrouvant ainsi à la merci de l'envahisseur, dans l'isolement et la domination, à la merci des bombardements soviétiques. Ce que demande Brejnev aux pays voisins de l'Afghanistan, c'est qu'on le laisse écraser tranquillement la résistance !

Procès de la tuerie d'Atocha

Le cynique aplomb des assassins franquistes

C'était le 24 janvier 1977, plusieurs mois déjà après la mort du dictateur Franco. Ils étaient trois, 3 tueurs à la solde des franquistes et ils n'avaient pas hésité à faire un massacre. Aujourd'hui, ils passent en procès.

Faisant irruption dans un cabinet d'avocats de gauche, les trois fascistes avaient fait feu : cinq hommes abattus (dont quatre étaient membres du PCE) et quatre blessés.

Deux jours plus tard, le peuple espagnol manifestait par sa présence aux funérailles sa haine du franquisme : 300 000 personnes, la plus grande manifestation que la capitale ait connue depuis 50 ans.

Aujourd'hui à l'heure du procès, la partie civile a réclamé 679 années de prison pour les 5 fascistes impliqués dans la tuerie. Le procureur lui-même n'a pas hésité à déclarer qu'il ne fallait pas tenir compte de pseudo circonstances atténuantes.

Mais le cynisme de l'extrême-droite espagnole n'en a pas été rabattu pour autant : tout au long du procès, des incidents ont éclaté. Des phalangistes (vêtus de la chemise des fascistes) n'hésitent pas à investir la salle du tribunal. Jeudi, l'un d'entre eux s'est permis de

crier que « 5 cochons » avaient été tués et, avant d'être expulsés, il a fait le salut fasciste.

Après que les 4 rescapés de la fusillade de 1977 eurent raconté que leurs 5 camarades avaient été abattus, le dos tourné et les mains en l'air, la femme d'un des assassinés a pris la parole pour témoigner. Un des accusés s'est alors mis à rire et dans la salle, un fasciste a crié : « Il faudrait peut-être pleurer ? ».

Dans la salle, les démocrates et progressistes, révoltés, protestaient véhémentement. Jeudi, des affrontements ont eu lieu à la sortie du Palais de Justice.

UNE ORGANISATION MEDITEE

Cet aplomb incroyable des fascistes ne serait-il pas le signe d'une recrudescence de leurs activités ? C'est en tout cas ce que le ministre de l'Intérieur a déclaré devant la commission de l'Intérieur du congrès des dépu-

tés, en indiquant que des commandos d'extrême-droite étaient prêts à agir en Espagne.

Le ministre a dénoncé la participation de membres du parti fasciste Fuerza Nueva et d'un policier lors du meurtre, il y a trois semaines, d'une jeune étudiante.

« L'extrême-droite apparaît sur la scène de façon préoccupante. Elle a commencé cette année à réaliser des actions derrière lesquelles on aperçoit une organisation et une planification méditées. Il ne s'agit pas d'actes spontanés » a dit le ministre de l'Intérieur.

Devant cette relance des activités fascistes, le comité de coordination des étudiants a organisé une semaine de manifestations antifascistes et divers partis d'opposition ont réclamé l'interdiction du parti Fuerza Nueva.

L'extrême-droite multiplie les attaques d'antifascistes, au nom de la « chasse aux Rouges ».

Claude LIRIA

Cambodge

Nouvelles de la résistance

Selon *La voix du Kampuchea démocratique*, le bilan des pertes du côté vietnamien au cours de la première quinzaine de janvier peut s'établir comme suit : du 1er au 6 janvier : 2 003 pertes ; du 7 au 8 : 933 tués et blessés ; du 9 au 10 : 1 071 tués et blessés ; du 11 au 13 : 1 273 tués et blessés ; du 14 au 15 : 834 tués et blessés.

Selon ces sources, la moyenne des pertes subies par l'armée vietnamienne resterait donc supérieure à 400 par jour.

Selon la radio du Kampuchea démocratique, l'armée nationale en coordination avec les guérilleros et le peuple a attaqué les envahisseurs vietnamiens dans la province de Battambang.

Durant la deuxième quinzaine de janvier, 300 soldats vietnamiens ont été mis hors de combat dans la région de Pailin, quantité d'armes ont été détruites ou saisies.

Entre le 12 et 31 janvier, dans la région de Samlot, des centaines de vietnamiens ont été tués ou blessés dont un chef de compagnie. Deux véhicules militaires ont été mis hors d'usage.

Début février, deux régiments vietnamiens ont été attaqués lors de leurs opérations de « nettoyage » de Sisophon, de Bavei et Mongkol Borei. En dix jours de combats, des centaines de vietnamiens ont été tués ou blessés, sept véhicules militaires détruits et une grande quantité d'armes et de munitions capturés.

THAILANDE

Tandis que le nouveau cabinet du général Kriang Sak doit faire face à l'opposition croissante de députés du parlement qui reprochent au gouvernement de ne pas les consulter avant de prendre des décisions, on note une recrudescence des luttes sociales.

C'est ainsi que lundi dernier, 4 000 pêcheurs représentant toutes les provinces côtières se sont rassemblés durant 4 heures devant le palais gouverne-

mental pour réclamer l'annulation de la hausse des carburants pour leurs bateaux.

Mardi dernier, 8 000 étudiants se sont rassemblés à l'université Thammasat pour critiquer la politique d'austérité du gouvernement. C'est le premier rassemblement aussi important depuis le coup d'Etat militaire d'octobre 1976 qui fit 300 morts parmi les étudiants de Thammasat.

Une manifestation d'étudiants et de travailleurs a eu lieu jeudi.

de Thaïlande que la Chine avait secourus par un don en nature également.

Par ailleurs, la Croix Rouge française a lancé un appel à secourir les réfugiés afghans : « 500 mille réfugiés afghans souffrent de froid et de faim dans les montagnes du Nord-Ouest du Pakistan » indique l'organisme français.

MESSAGE DE TITO

Tandis que l'état de santé du Maréchal Tito reste grave, une lettre du président yougoslave écrite avant sa rechute a été adressée aux présidents américain, soviétique, indien, cubain et guinéen.

Selon l'ambassadeur américain à Belgrade, cet ultime message aborde, en termes « très directs », la tension internationale actuelle.

Selon un porte-parole Yougoslave, Tito aurait insisté sur le respect de la charte des Nations-Unies, une nouvelle fois violée ces derniers temps avec l'invasion de l'Afghanistan par les troupes russes. Il aurait également appelé les non-alignés à un « nouvel effort » pour prévenir la tension croissante entre les 2 blocs.

IRAN

Dans un message daté de samedi, l'imam Khomeiny a annoncé que le sort des otages américains sera décidé par l'assemblée nationale islamique qui se prononcera sur leur libération et sur les conditions exigées pour cette libération.

Jusqu'à l'élection de l'assemblée (1er tour le 14 mars), c'est le Conseil de la révolution et le président de la République qui doivent s'occuper d'obtenir l'extradition du Shah et la récupération de ses biens.

Pour sa part, le président Bani Sadr a condamné les affrontements qui ont fait de nombreux blessés et même des morts dans plusieurs villes : « Ceux qui se permettent d'attaquer d'autres groupes au nom de la révolution islamique, seront traités comme des contre-révolutionnaires » a-t-il dit, ajoutant « devant

le peuple iranien, je proclame que la discipline est d'une extrême importance pour les « gardiens de la révolution ».

« 90 % des désordres nous

sont imputables et 10 % sont le fait de nos ennemis » a-t-il précisé, en affirmant sa volonté de mettre fin rapidement au désordre dans le pays.

MENACES SUD AFRICAINES

Le gouvernement raciste d'Afrique du Sud a décidé de masser des troupes au Nord du Natal, près de la frontière avec le Mozambique. En outre, les racistes sud-africains ont menacé le Mozambique de représailles « à n'importe quel moment et n'importe où » au cas où ce pays continuerait à donner refuge à des guérilleros nationalistes noirs.

Le Quotidien du Peuple

Directeurs politiques : Jacques Jurquet, Charles Villac
Rédacteurs en chef : Pierre Burnand, Gérard Privat

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 - 75927 Cedex 19
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par ILN - Paris, Distribué par les NMPP
Commission paritaire : 56 942

«La population a compris que l'enquête est bidon»

Interview du vice-président du Comité de défense des sites de Plogoff

Propos recueillis par notre correspondant à Quimper

► Où en est l'enquête d'utilité publique ? A-t-elle toujours aussi peu de succès auprès de la population ?

Tout ce Cap Sizun boycott l'enquête d'utilité publique. Le mot d'ordre de boycott ayant été lancé, les gens le respectent, aussi bien ceux du Cap que d'autres personnes : ainsi à la préfecture de Quimper, où se trouve un registre, personne ne vient le signer. C'est un point positif : la population, par notre travail d'explication, a bien compris que l'enquête est bidon.

► Comment le Comité de défense interprète-t-il la montée de la tension, les provocations policières et les nouveaux moyens utilisés par les flics ?

afin qu'ils mémorisent la tête des gars pris en photos lors des affrontements ou semblant actifs. Ceci dans le but de les capturer à l'occasion.

(Note du QdP : signalons que Cled Ansquer a été arrêté par une section de 6 gardes-mobiles en tenue légère, chaussés d'Adidas, chargée de capturer un meurtre).

► Que pense le comité de la façon dont est retransmise l'information sur la lutte, notamment dans Ouest-France et Le Télégramme ?

Le Télégramme surtout. De toute façon, on sait bien ce qu'est ce journal... Au début, le rédacteur en chef de Douarnenez faisait des articles corrects, mais il a

La poursuite de l'action

D'ici la fin de l'enquête d'utilité publique et face au climat d'occupation entretenu par les flics dans tout le Cap, la détermination des Plogoffois et des gens venus les soutenir des trois coins de Bretagne, ne faiblira pas, selon le Comité. D'ici au 14 mars se produiront sans doute des actions devenues habituelles : barrages de routes, tranchées sur l'emplacement des mairies annexes, riposte aux provocations policières vers 17 heures... Après l'enquête d'utilité publique le Comité, parallèlement à une information en profondeur sur les risques du nucléaire, exercera un travail au niveau du Groupement Foncier Agricole (GFA). La bergerie construite sur le site même a connu une augmentation de son cheptel : d'ailleurs des agneaux naissent quotidiennement. Le Comité compte procéder à d'autres constructions sur les terres du GFA qui regroupe maintenant 15 hectares, qui viennent d'être récemment clôturés. Bref, à Plogoff, la mobilisation ne s'émousse aucunement. La volonté d'agir est grande.

Certains proposent la tenue d'un rassemblement régional à Plogoff d'ici la fin de l'enquête afin d'élargir encore le soutien car, «le programme nucléaire en Bretagne et en France c'est l'affaire de tous». D'autres proposent encore de lancer un large appel à se rassembler devant la préfecture de Quimper lors du procès des personnes arrêtées. La bourgeoisie quant à elle semble toujours jouer la carte de l'intimidation par gardes mobiles interposés. D'ores et déjà ceux-ci sont de plus en plus nombreux à intervenir et d'autres renforts arrivent. Le Cap Sizun fait de plus en plus l'effet d'une poudrière.

Correspondant QUIMPER

récentes prises de position du PCF et du PS en Bretagne ?

Le PCF local, quand on lui demande de prendre position sur le projet de centrale à Plogoff, s'abstient comme à Concarneau ou Rennes, et se retranche derrière les autorités nationales, disant qu'il faut du nucléaire.

Ils disent toujours qu'il faut savoir d'abord si le site de Plogoff convient ou non, sachant pertinemment, des études scientifiques l'ont montré, qu'une centrale sur le site est un projet dangereux.

Quant au PS, la grosse tendance à l'heure actuelle est de continuer le programme nucléaire en route jusqu'en 1985, et nous nous opposons également à un tel point de vue.

bres de la municipalité, dont le maire, ont été interviewés pendant plus d'une heure. Mais on a passé à l'antenne seulement trente secondes de l'interview pendant lesquelles on a entendu le maire parler du maquereau. Ceci explique une certaine hostilité et méfiance de la population vis-à-vis de la presse en général.

► Organisez-vous une contre-information ?

Une caravane circule en Bretagne, à l'initiative du Comité de défense du site et des comités de liaison et d'information sur le nucléaire du Sud-Finistère. De plus, nous popularisons notre action dans des entreprises bretonnes en lutte.

► Avez-vous analysé les



Arrestation de Cled-Ansquer. A l'occasion de son procès une manifestation aura lieu à Quimper.

On se demande à quoi veulent en venir les flics. Est-ce qu'ils souhaitent, par un exemple, qu'un événement irréparable se produise à Plogoff ? Quand on voit les patrouilles dans toute la campagne aller jusqu'aux villages voisins qui sont à un kilomètre, cela énerve les gens. Le désir de cravater tous ces flics augmente.

Quand on voit également qu'ils commencent à balancer leurs grenades vingt minutes avant le départ des mairies annexes, et que ça dure surtout vingt minutes après leur départ, alors qu'elles arrivent déjà à Pont Croix pour la nuit, on se demande d'où vient la provocation : vient-elle de notre fait par les jets de pierres ? Non ! Finalement, les flics attendent les jets de pierres. Manifestement, les arrestations de mardi (un jeune le matin et un sexagénaire, Cled-Ansquer, l'après-midi) ne sont pas un hasard. Il fallait qu'ils piquent quelqu'un. Ils sont restés en position jusqu'à 17 h 29 mardi dans ce but.

► Il semble que les personnes arrêtées aient été triées parmi les manifestants ?

En effet, des flics photographient et filment les lanceurs de pierres, et nous avons eu cette information qu'au séminaire de Pont Croix où sont basés les gardes-mobile, le week-end se déroule ainsi : la fête le samedi ; et le dimanche on leur passe des diapositives,

été mis à l'écart, un bureau ayant été créé à Audiern. Dès lors, le correspondant qui est venu là, a rencontré l'hostilité de la population, vos ses articles complaisants avec le pouvoir et les flics et minimisant l'action des habitants de Plogoff. On a discuté une heure avec lui. On lui a dit que si d'ici une semaine les articles étaient du même crû, on lancerait le boycott du Télégramme sur tout le Finistère. D'autres part, à Europe 1, les mem-

Télévision

Mardi 26 février 20H30, sur Antenne 2 aux Dossiers de l'écran :

«Les égoûts de l'or»

Une émission scandaleuse !

Décidément les Dossiers de l'écran se suivent mais ne s'améliorent pas ! Il y a trois semaines, nous avions droit à un film plus qu'ambigu sur l'autodéfense. Dans un Justicier dans la ville, Bronson interprétait le rôle d'un tueur qui, le soir, dans les rues de New-York abat tous les jeunes suspects qu'il rencontre, son «action» faisant baisser la criminalité dans la ville. Singulière conception de la justice !

Ce mardi, le thème sera L'affaire Spaggiari. Le débat sera introduit par un téléfilm anglais. A la diffi-

rence du film de José Giovanni Les égoûts de paradis, ce téléfilm montre non sans ambiguïté la personnalité et les motivations de Spaggiari, un fasciste ancien d'Indochine et de l'OAS, qui exécute le casse du siècle pour le verser à une organisation fasciste internationale. D'ailleurs dans le film, le héros (Spaggiari) est présenté comme un «idéaliste» par opposition à ses complices qui eux auraient agi pour leur propre compte.

Quand ils auront vu le film, les téléspectateurs ne seront pas au bout de leurs

peines. Au cours du débat est prévue la diffusion d'une interview de Spaggiari lui-même.

Déjà ce fasciste, ancien membre de l'OSA, a eu la possibilité de faire éditer un livre en France. On ne compte pas les interviews de lui qui ont été publiées dans des magazines. Maintenant c'est la télévision gouvernementale qui donne l'antenne à un gangster fasciste en cavale ! C'est tout simplement intolérable. Quel est le but de cette émission à laquelle participe d'ailleurs la femme de Spaggiari ? Il est tout simplement

Près de Harrisburg : 13 enfants sont nés avec des malformations glandulaires

Durant les neuf derniers mois de 1979 dans les régions proches de Harrisburg, treize bébés sont nés affectés d'une hypothyroïdie (défiance de la glande thyroïde).

En effet, l'accident survenu à la centrale de Harrisburg aux USA avait entraîné le dégagement dans l'atmosphère d'iode 131, radioactif qui peut se fixer dans la thyroïde et y provoquer des ravages. L'iode 131 est employé en médecine pour soigner la maladie de Basedow, hypertrophie de la glande thyroïde. Chez un individu en bonne santé, l'iode 131 provoque au contraire l'hypothyroïdie, développement insuffisant de la glande thyroïde, dont les conséquences sont très graves.

L'iode radioactif rejeté dans l'atmosphère passe rapidement dans le sol, les herbages, le lait et dans l'homme.

Il sera difficile de prouver que ces malformations proviennent de l'accident de la centrale. D'autant plus que les autorités risquent de se réfugier derrière la notion de «dose d'iode admissible». Mais, cette notion a-t-elle un sens lorsqu'il s'agit d'un fœtus.

De toute évidence, les problèmes de sécurité posés par les centrales nucléaires sont loin d'être maîtrisés.

Une «semaine du travail manuel», et après ?

Mercredi, les employés des ANPE de Paris ont profité de l'inauguration de la 4ème semaine du travail manuel pour faire connaître leur lutte, en intervenant au Grand Palais. Ils y ont distribué le tract suivant :

«Cinquante et une autre semaines pour hanter les couloirs de l'ANPE, service public dont on vilipende les agents alors que les moyens ne lui sont pas donnés pour un bon fonctionnement.

A la réaction du personnel et de ses syndicats qui revendiquent des conditions de travail correspondant au bon fonctionnement de l'établissement, le directeur de l'agence, Monsieur Beaudoin, répond par la répression et les conseils de discipline.

La semaine dernière, nous étions en grève pour la défense d'une collègue syndiquée à la CGT, à travers laquelle la direction tente de porter atteinte à la liberté d'expression syndicale.

Aujourd'hui, nous sommes en grève pour défendre deux de nos collègues syndiquées à la CGT et à la CFDT auxquelles on reproche de n'avoir pas la même idée du service public que la direction et de n'avoir pas voulu fermer des services ouverts aux demandeurs

d'emploi pour partir dans une prospection inefficace parce que non préparée.

Il faut savoir que Monsieur Beaudoin, directeur de l'Agence Nationale Pour l'Emploi, convoque sa Haute hiérarchie (septembre 1979) dans les locaux du CNPF pour y prendre les ordres de Monsieur Ceyrac et des délégués à l'emploi des chambres de commerce.

La direction de l'ANPE voudrait nous obliger à faire les mêmes choix que les patrons d'abord, et qu'avoués et sourds nous appliquions sans mot dire ses directives destinées à faire baisser artificiellement le nombre de chômeurs et à les rendre plus dociles face aux exigences du patronat.

Cela vous concerne ! Car de nos jours, à part une minorité de rares privilégiés, qui peut être sûr de n'avoir pas besoin de faire appel un jour au service public du placement qu'est l'ANPE ?

Pour vous comme pour le personnel de l'ANPE, il est important de veiller à ce que ce service public le reste, et de ne pas laisser baillonner les salariés qui se battent pour préserver leur liberté d'opinion et d'expression.

CGT-CFL - ANPE

Léon CLADEL

Les travailleurs de la réparation navale à Marseille avaient la réputation d'avoir de bons salaires et de bonnes conditions de travail. C'est à la fois vrai et faux ; faux dans la mesure où les salaires étaient identiques à ceux appliqués dans d'autres grosses boîtes, dans la mesure aussi où le travail sur les bateaux exigeait beaucoup. Il n'en est pas moins vrai que le statut signé en 1969 est un pas en avant par rapport à tout ce qui se fait dans la profession à cette époque, en ce qui concerne la sécurité et les primes, les salaires. Mais, le plus important, c'est que ce statut s'applique à l'ensemble des travailleurs de la réparation navale. Or, les activités de réparation sont effectuées par de grosses boîtes, mais aussi par des petites, des sous-traitantes et des intérimaires. Ce statut est donc une arme importante contre la division, contre la parcellisation des luttes. Il fait partie d'un avenant à la convention collective de la métallurgie qui arrivait à expiration fin 1978. En l'absence d'accord patronat/syndicats à cette date, il a été appliqué de droit pendant l'année 1979. Si aujourd'hui on est prêt d'aboutir à un nouvel accord qui reprend à 90 % l'ancien statut, on le doit à une lutte qui dure depuis des mois et que retrace pour nous Jean-Marie Unali, secrétaire du syndicat CGT de la réparation navale marseillaise.

H. D.

Interview de Jean-Marie UNALI, secrétaire du syndicat CGT de la réparation navale marseillaise

Propos recueillis par Hervé DASTAR

► Que représentait l'ancien statut ?

Il normalisait les salaires et les conditions de toutes les entreprises de la réparation navale. Avant le statut, chaque entreprise pratiquait ses salaires, ses conditions de travail, ses horaires. Au niveau syndical, ce qui est important c'est que, au lieu de se battre d'une façon anarchique, depuis 1969 ce sont tous les travailleurs de la réparation navale qui se battent pour une même grille de salaires. Pour donner une idée de l'anarchie, avant il y avait 140 taux horaires, 140 ! Avec le statut, on est arrivé à 12 taux horaires. Que ce soit les travailleurs de la CMR ou de PAOLI, le taux horaire, l'ancienneté, la prime d'incommodité sont identiques. Il y a eu aussi les réductions du temps de travail. On est parti d'une semaine de près de 60 heures ou 56 heures pour arriver à une semaine de 43 heures pour tous avec intégration dans le salaire. Il y a eu aussi la mensualisation, le repos compensateur. Pour beaucoup de choses on a précédé les accords nationaux. Les patrons essaient maintenant de profiter de la situation pour remettre en cause ces accords. Toute la manœuvre à l'heure actuelle c'est d'essayer de nous faire discuter par entreprise. Bien entendu, la position syndicale est qu'il n'y aura aucun accord si les patrons veulent négocier par entreprise.

► Sur quoi ont-ils tenté de rogner ?

Ils ont essayé de tout rogner. Sur les salaires, sur l'ancienneté, il y avait des conditions très négatives ; par exemple, la prime trimestrielle d'ancienneté et les salaires étaient liés aux conditions de l'entreprise. Le patron pouvait très bien dire : « Moi, je ne peux rien vous donner, autrement je mets les clefs sous la porte ». Il y avait aussi un gros chapitre anti-grève ; cela a été le plus dur, car ils en faisaient une condition de principe. Avant d'engager l'action, ils avaient prévu des commissions de conciliation sur le plan de la profession, puis un conciliateur désigné par le préfet ; avant tout mouvement il fallait d'abord épuiser tout ce qui était prévu par l'accord. Quand ils ont vu qu'on ne signerait pas l'accord avec cette clause anti-grève, ils ont négocié. Ils ont essayé tous les moyens de pression pour nous l'imposer. Pendant le mois de décembre, ils avaient fait une

espèce de mascarade de négociation. Ils comptaient nous surprendre au moment des fêtes et nous ont dit : « Si au mois de décembre cela n'est pas signé, nous ne vous appliquerons que la convention collective ». Finalement, nous n'avons pas signé le 31 décembre, et il y a eu une réunion paritaire le 3 janvier. Mais quand même, la veille des fêtes, ils ont envoyé à toutes les familles une espèce de protocole d'accord à eux dont ils disaient, qu'en l'absence d'accord, ils l'appliqueraient unilatéralement. Voici une autre manœuvre qu'ils comptaient faire. Etant donné que nous sommes la seule organisation syndicale dans la navale, qu'ils savaient que nous avions une position qu'ils appellent « dure, intransigeante, irresponsable », enfin tous les mots qu'on peut trouver en la matière, ils ont porté la négociation au niveau de la chambre syndicale où tous les syndicats sont représentés. Les patrons croyaient que les autres syndicats allaient signer mais, mis devant leurs responsabilités, même les syndicats les plus pourris ont refusé. Ils ont vu qu'ils avaient été piégés et ont quand même eu un sursaut de dignité. Ils ont dit : « Tant que la CGT ne signe pas, nous ne signons pas non plus ».

► Pour la bataille du statut, vous avez refusé de faire des heures supplémentaires depuis le mois de décembre...

Oui, ce n'est pas une petite bataille car on a un tas d'entreprises sous-traitantes qui viennent et qui cassent le travail mais on peut dire que, dans l'ensemble, y compris sur le plan des entreprises sous-traitantes, le mouvement est costaud et a fait reculer le patron. On a eu deux camarades sanctionnés, Hémat et Laffitte, la bataille se poursuit pour le statut et pour la réintégration des deux gars licenciés. Cette bataille se faisait en deux temps, d'une part refuser les heures supplémentaires pour le statut, et d'autre part des actions, à l'intérieur de ce mouvement, pour la réintégration de ces camarades. Toutes les semaines, on a fait un ou deux mouvements de grève, des grèves sur le tas, des grèves perlées. Etant donné que Laffitte était délégué, le licenciement a été soumis à la décision de l'inspection du travail qui l'a refusé après une enquête. C'est une victoire, parce que l'inspecteur a subi d'énormes pressions de la

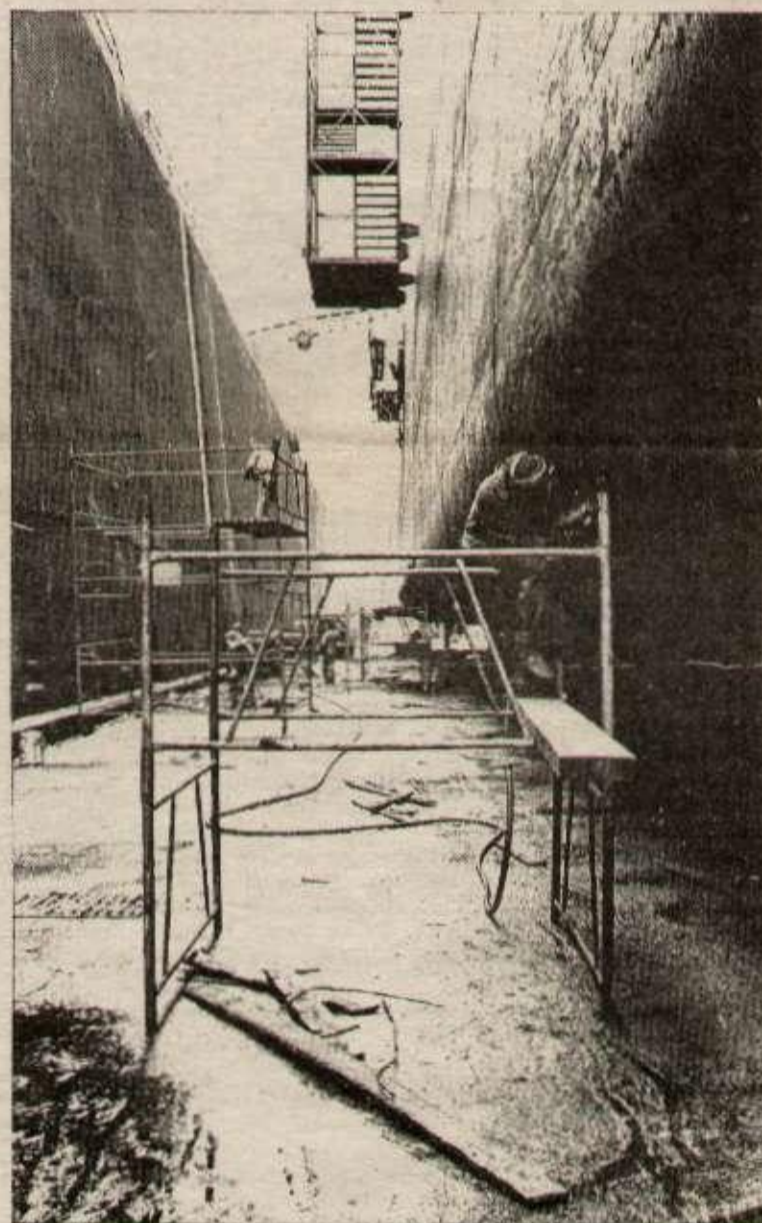
part du patronat. Les faits reprochés étaient quand même un peu gros. Ils étaient accusés d'avoir crevé des pneus lors d'un piquet de grève. Tout le monde connaît ces deux gars là, — c'est pas des violents, ce sont de bons militants — ils ne se seraient pas aventurés à crever des pneus de voiture. Par contre, ils étaient dans le piquet de grève avec tous leurs camarades. Le deuxième n'est toujours pas repris, mais on ne l'a pas laissé tomber sur le plan financier, puisqu'on a fait une collecte dans toutes les entreprises et qu'on a récolté plus de 4 000 F, c'est-à-dire qu'on lui a payé son mois. Même si on signe l'accord et qu'on arrête la grève des heures supplémentaires, la bataille continuera pour leur réintégration.

► Depuis quand vous battez-vous pour le statut ?

Cela fait trois ans qu'on se bat pour ce statut, et ils ne sont pas encore arrivés à nous le lever, à tel point que la chambre syndicale a admis qu'on pourrait signer par entreprise, mais en aucun cas inclure le statut dans l'avenant à la convention collective. Cela se comprend parce que cela remet en cause certaines orientations patronales. Ceyrac dit qu'ils ne faut pas s'accrocher aux avantages acquis, qu'il faut faire table rase, alors que nous, nous avons récupéré tous les avantages acquis. Il veut mettre en place ses horaires annuels avec les majorations au mois, alors que nous avons réussi à maintenir les majorations à la journée. Maintenant, réparateurs et chambre patronale se bagarrent ; les uns disent : « Comme on est arrivé à un accord, on va avoir le calme social ; par contre le syndicat patronal ne veut pas le signer. Cela prend une importance telle que, depuis une semaine, ils cherchent comment arranger les textes pour qu'ils soient acceptables par nous ».

► Est-ce que les travailleurs de la navale sont toujours prêts à continuer la lutte ?

Dans la navale on se bat toujours. A chaque nouveau chantier, il faut repartir à zéro, à chaque nouveau bateau, il faut repartir à zéro. Il y a continuellement des problèmes. Tous ces petits conflits n'empêchent pas la profession de tourner. En 1979, pratiquement, il n'y a pas eu de conflit majeur, ça marchait comme sur des roulettes, les patrons appliquaient les augmen-



tations sans qu'on leur demande. Tout ça pour tenter de démontrer aux ouvriers qu'il n'y a pas besoin de syndicat. Heureusement que l'organisation syndicale existait néanmoins car sinon, avec le nouveau statut, les soudeurs auraient perdu entre 700 et 1 500 F par mois dans le meilleur des cas. A tel point, que quand les gars de la CMR ont eu leur bulletin de paie, ils ont envahi les bureaux. Maintenant les gars sont conscients que la bataille pour le statut représente quelque chose. Ils l'ont touché du doigt cette année. En 1979, ils ne s'en rendaient pas compte, ils faisaient confiance au syndicat, mais ce n'était pas de la conviction.

L'accord a été approuvé par les travailleurs, mais je leur ai bien expliqué que la signature de l'accord n'est pas la fin de la

lutte, qu'il fallait encore que cet accord soit inscrit à la convention collective pour que, lorsque Fournier reprendra la SPAT, il soit obligé de l'appliquer. En effet, s'il ne s'agit que d'un accord d'entreprise, Fournier peut très bien n'appliquer que la convention de la métallurgie. Il y aurait à ce moment-là un déséquilibre entre lui, et les autres patrons de la réparation navale marseillaise. Ce qui est aussi important, c'est que si c'est un avenant à la convention collective, les petites boîtes, les sous-traitants qui sont aujourd'hui avec nous dans la lutte en tireront aussi les fruits.

Pour le moment, cet accord n'est acquis que pour PAOLI et la CMR, c'est pour ça que nous continuons l'action.